

ing agriculture and fruit growing, as presented on April 14, and, in particular, their statement: "The Canadian primary producer is expected to be efficient, produce food cheaply, sell it cheaply, operate with little, if any, tariff protection, enlarge the size of his operation, even though Crown Corporation Credit costs have risen 60 per cent and pay some of the highest farming wages in the world...". This may sound pessimistic but it does summarize the feelings of fruit growers today.

The fruit industry in Canada and Ontario, is forced to pay higher costs for fertilizer, spray materials (including insecticides, fungicides and herbicides) and farm equipment, yet operate competitively with the fruit produced around the world. Our canning plants and wineries are expected to pay higher costs for plant equipment, cans and bottles, cartons and other materials and be competitive with canned goods and wine produced around the world. Until the cost of materials used by fruitgrowers, canners and wineries is competitive with other countries, it is not possible for these products to be produced and sold in free competition. Therefore the present tariff structure is justified and must be maintained and adjusted upward as conditions indicate.

The Fourth Annual Review of the Economic Council of Canada shows that in the period 1964-66 the cost of food to consumers was 20.1% of disposable income, and predicts it will drop to 17.7% in 1975 and 17.0% in 1980. This clearly indicates that the consumer will have more disposable income to spend on other products than food, but it does not indicate greater returns for those engaged in the food industry. Consequently, pressures will continue within the food and agriculture industry to secure a share of the available business for each sector.

The cost of marketing the finished products of agriculture continues to climb. More and more supermarkets with high overhead, are being built each day advertising their 'low' or 'discount' prices. This downward pressure on agriculture and food processors may be temporarily desirable for consumers but it means that eventually many farmers and processors will go out of business or turn to less competitive lines. The change will then mean higher prices for food and more dependence on imported goods. Where there is no local or

sur l'agriculture et la culture fruitière présenté le 14 avril et, particulièrement, sa déclaration: «On s'attend que le producteur primaire canadien soit efficace, produise des aliments à bon marché, les vende à bon marché, fonctionne avec peu de protection tarifaire ou aucune, agrandisse son exploitation, bien que les frais de la Société de crédit de la Couronne aient augmenté de 60 p. 100, et paie des salaires agricoles parmi les plus élevés dans le monde...» Ce tableau peut paraître pessimiste, mais il résume les sentiments des producteurs de fruits aujourd'hui.

L'industrie fruitière du Canada et de l'Ontario est forcée de payer des prix plus élevés pour les engrais, les produits de pulvérisation (y compris les insecticides, fongicides et herbicides) et l'outillage agricole, et elle doit cependant affronter la concurrence des fruits produits dans le monde entier. On s'attend que nos conserveries et fabriques de vin paient des prix plus élevés pour leur outillage, les boîtes et les bouteilles, les cartons et les autres matériaux et qu'elles soutiennent la concurrence des conserves et des vins produits dans le monde entier. A moins que le coût des matériaux utilisés par les producteurs de fruits, les conserveries et les fabriques de vin ne soit compatible avec celui des autres pays, il n'est pas possible que ces produits soient préparés et vendus en libre concurrence. Le régime tarifaire actuel est donc justifié, il doit être maintenu et rehaussé au besoin.

La quatrième Revue annuelle du Conseil économique du Canada fait ressortir que pendant la période 1964-1966 le coût des aliments du consommateur représentait 20.1 p. 100 du revenu disponible et prévoit qu'il baissera à 17.7 p. 100 en 1975 et 17.0 p. 100 en 1980. Ces chiffres indiquent clairement que le consommateur aura une plus grande partie de son revenu disponible pour l'achat d'autres produits que les aliments, mais ils n'indiquent pas des recettes plus élevées pour ceux qui s'occupent de l'industrie alimentaire. Par conséquent, il y aura encore pression dans l'industrie alimentaire et agricole pour s'assurer une part du commerce disponible pour chaque secteur.

Le coût de la commercialisation des produits finis de l'agriculture continue de croître. Un nombre de plus en plus grand de supermarchés à frais généraux élevés sont construits et annoncent chaque jour leurs prix «bas» ou «à rabais». Cette pression à la baisse sur l'agriculture et les établissements de conditionnement des aliments peut être momentanément désirable pour le consommateur, mais elle laisse prévoir qu'éventuellement beaucoup de cultivateurs et conditionneurs se retireront des affaires ou passeront à des gen-